

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

**ARRETE MODIFICATIF**

**portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION DES COLLECTIVITES  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 2003/7064

LA

*Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

- VU le Code de l'Environnement ;
- VU Le Code du Travail et notamment son Livre II,
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111-1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 12 juin 2006, établissant le troisième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2004, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. DE CONVENANT », autorisant à exploiter à LANGOAT au lieu-dit « Convenant Le Roux » un élevage avicole de 54555 animaux équivalents (soit 18185 poulettes démarrées et 36370 poules pondeuses) ;

**VU** la demande présentée le 20 janvier 2006 par l'installation classée « E.A.R.L. CONVENANT LE ROUX », sise « Convent Le Roux » en LANGOAT, en vue de la restructuration et extension d'un élevage avicole autorisé, à azote constant qui comprendra après travaux 56290 animaux équivalents(soit 21000 pl. poulettes et 35290 pl. poules pondeuses), en en LANGOAT au lieu-dit « Convent Le Roux » (Section ZB 31-33-38-40);

**VU** les plans et documents annexés à cette demande ;

**VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 12 mai 2006 ;

**CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du GUINDY;

**CONSIDERANT** que le projet consiste à adapter sans construction nouvelle la capacité d'accueil de l'élevage de poulettes à celle de l'élevage de pondeuses en fonction des possibilités techniques

**CONSIDERANT** que la capacité d'accueil de l'élevage de poulettes augmente de 2815 places (plus 450 unités d'azote) et celle de l'élevage de poules pondeuses diminue de 1080 places (moins 485 unités d'azote ),

**CONSIDERANT** que la production totale de l'atelier avicole s'élève à 19241 UN,

**CONSIDERANT** que la gestion des déjections reste inchangée par rapport au précédent arrêté,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

**A R R E T E –**

ARTICLE 1<sup>ER</sup> –

Les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 25 août 2004 sont modifiées comme suit :

« Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. CONVENANT LE ROUX** », sise à LANGOAT au lieu-dit « Convent Le Roux » à exploiter à cette même adresse (section ZB 31-33-38-40) en LANGOAT conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, **un élevage avicole de 56890 animaux équivalents en présence simultanée**, répartis comme suit : **21000 poulettes et 35290 poules pondeuses** œufs de consommation, pour une production annuelle de 19421 kg d'azote.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 16 juin 2006 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

( ) ».

#### ARTICLE 2 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 25 août 2004 susvisé restent inchangées.

#### ARTICLE 3 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 4 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

#### ARTICLE 5 -

«Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 6 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,  
Le Sous-Préfet de LANNION,  
Le Maire de LANGOAT,  
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée par les soins du maire de LANGOAT au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le - 6 SEP. 2006  
LE PREFET,

Pour le Préfet,  
Secrétaire Général



Jacques MICHELOT